



REPUBLIQUE FRANCAISE  
COMMUNE DE FLEURANCE

Arrêté permanent n° 2021/006

FLEURANCE

**Portant INTERDICTION DE STATIONNEMENT  
RUE DE LA LIBERTE**

AFFAIRES GENERALES

**Le Maire de la Commune de FLEURANCE,**

**VU** les articles L.2211-1, L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1, L.2213-2-2 et L. 2213-3 du code général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions, modifiée et complétée par la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 ;

**VU** le code de la route, notamment les articles R.411-8, R.411-25, R.411-26, R.412-28, R.417-6, R.417-9, R.417-10, R.417-11 et L.411-1 du code de la route ;

**VU** le code pénal, notamment l'article R610-5 ;

**VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la réglementation routière, ensemble des textes qui l'ont modifié et complété ;

**VU** l'avis favorable de la police municipale ;

**CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'interdire le stationnement rue de la Liberté, pour la sécurité des élèves de l'école Saint-Laurent ;

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** Le stationnement des véhicules est interdit rue de la Liberté, dans la portion comprise entre la rue Adolphe Cadéot et rue Jean Jaurès.

Cette interdiction s'applique côté droit de cette portion de rue, le long de l'école et côté gauche devant les sorties de garage.

**ARTICLE 2 :** Cette interdiction ne s'appliquera pas aux véhicules des services de secours et aux véhicules des services techniques de la Ville de Fleurance.

**ARTICLE 3 :** Une signalisation réglementaire sera mise en place pour permettre l'application des présentes dispositions.

**ARTICLE 4 :** Les infractions constatées seront poursuivies conformément à la réglementation en vigueur.

**ARTICLE 5 :** Madame la Sous-Préfète de Condom, Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur des Services Techniques, Monsieur le Responsable de la Police Municipale, Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Fleurance, Monsieur le Chef de Centre des Sapeurs-Pompiers de Fleurance, chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Mairie de Fleurance.

Fait à Fleurance le 9 septembre 2021

Le Maire,

  
  
Ronny GUARDIA-MAZZOLENI 32500

Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que, conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)